



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 19 juin 2023

❖ Régional

Le nouveau budget 2023/2024 de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) estimé à 103 MUSD

La CAE a présenté mardi dernier devant l'Assemblée législative d'Afrique de l'Est les prévisions budgétaires d'un montant total de 103,8 MUSD pour l'année fiscale 2023/2024. Près de 50 % du budget sera alloué au Secrétariat de la CAE (50,9 MUSD) ; 17,1 % à l'Assemblée législative (17,7 MUSD) ; et 11,9 % à la Commission du Bassin du Lac Victoria (12,4 MUSD). Le président de la CAE et ministre burundais Ezéchiel Nibigira a également indiqué les priorités d'intervention de la CAE pour 2023/2024, incluant notamment l'harmonisation des politiques et réglementations liées au commerce, la rationalisation des systèmes douaniers et de facilitation des échanges pour accroître le commerce et l'investissement dans la région. Le taux de croissance économique de la région s'est élevé à 4,8 % en 2022 contre 3,5 % en 2021, soutenu par la bonne performance des secteurs de l'industrie, des services, de la construction, des mines et de la fabrication. Le commerce total de la CAE a augmenté de 13,4 % pour atteindre 74,0 Mds USD en 2022,

contre 65,3 Mds USD en 2021. Une augmentation portée partiellement par la croissance du commerce intra-CAE qui a augmenté de 11,2 % entre 2021 et 2022, passant d'une valeur de 9,8 Mds USD à 10,9 Mds.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

❖ Djibouti

Mission du FMI à Djibouti

Le FMI confirme le ralentissement de la croissance économique en 2022 (3,7 % contre 4,8 % en 2021), affectée par les perturbations du commerce international et le conflit en Éthiopie. L'inflation, quant à elle, se serait maintenue en dessous des tendances régionales en raison de la stabilité du taux de change et des prix des

carburants. La reprise des activités portuaires et, par conséquent, du fret ferroviaire et routier depuis l'accord de paix en Ethiopie (novembre 2022) laissent entrevoir un rebond de la croissance économique en 2023 (4,0% selon les dernières prévisions du FMI). Face à une dette publique en forte augmentation et l'accumulation d'arriérés de paiement, tant intérieurs qu'extérieurs, le FMI signale les efforts de négociation du gouvernement pour restructurer sa dette avec ses principaux créanciers et appelle à des réformes pour reconstruire un espace budgétaire indispensable et établir une croissance inclusive via notamment (i) une revue des exonérations fiscales et des loyers des bases militaires ainsi que (ii) l'accélération de la mise en œuvre du Code de Bonne Gouvernance des Entreprises Publiques.

✦ Erythrée

Pas de brève cette semaine

✦ Ethiopie

Nomination d'un nouveau président du Conseil d'administration d'*Ethiopian Airlines*

M. Yilma Merdasa, commandant de l'armée de l'air éthiopienne, a remplacé M. Girma Wake à la tête du Conseil d'administration (CA) du groupe Ethiopian Airlines (EAG). PDG d'EAG de 2004 à 2011, Girma Wake avait été rappelé en avril 2022 pour présider le CA. Il s'agit du deuxième départ notable de la compagnie en un peu plus d'un an

(Tewolde Gebremariam a cédé son mandat de PDG à Mesfin Tasew en mars 2022 après avoir dirigé le groupe pendant 11 ans). A noter que, sur l'année fiscale 2022/2023, EAG prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 6,1MdsUSD, en hausse de 20% par rapport à l'année fiscale précédente. Sur la même période, le trafic passagers d'EAG devrait doubler par rapport à l'année fiscale précédente (13,7 M contre 6,9 M); la compagnie récupérerait et dépasserait alors sa performance pré-pandémique (12,1 M en 2018/2019).

Une possible ouverture du secteur des assurances aux entreprises étrangères

Le secteur des assurances éthiopien pourrait s'ouvrir aux acteurs étrangers d'après la récente annonce du Vice-Gouverneur de la Banque centrale éthiopienne (NBE) à l'occasion du 6^{ème} Sommet financier d'Afrique de l'Est. Si la rumeur de cette ouverture était depuis quelques années dans l'air, elle semble aujourd'hui être en voie de concrétisation dans le pays. En effet, M. Solomon Desta a annoncé qu'après des études préliminaires et la création d'un organisme indépendant chargé de réglementer le secteur, le gouvernement serait prêt à ouvrir officiellement le marché éthiopien pour que des compagnies d'assurances étrangères puissent y opérer. D'après les rapports de la NBE, le secteur éthiopien de l'assurance aurait connu une forte croissance au cours de l'année fiscale 2021/22 (+ 21 % sur un an), avec aujourd'hui 18 entreprises œuvrant dans le secteur, dont une publique. Malgré ces résultats prometteurs, les compagnies d'assurance éthiopiennes devront se restructurer et se

consolider afin de faire face à la concurrence étrangère.

Kenya

La TVA sur les carburants a été doublé passant de 8 % à 16 %

Le projet de loi sur les finances(*Finance Bill 2023*), qui devraient entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet (début de l'exercice 2023 /2024), suscite un débat important au parlement en raison de plusieurs propositions d'augmentation des impôts. La TVA sur les carburants est l'un des principaux changements prévus dans le projet de loi, le gouvernement cherchant à générer des recettes supplémentaires pour financer son budget. L'article sur la proposition de doubler la TVA sur les carburant a été adopté hier (le 21 juin), faisant passer la taxe de 8 % à 16 %. Les automobilistes, les distributeurs et les fabricants devront subir l'impact direct de cette augmentation, ce qui se répercutera ensuite sur les prix des denrées alimentaires, les tarifs de transport en commun et les prix de l'électricité, augmentant ainsi le coût de la vie. Ce dernier affectera davantage les ménages à faible revenu, parce que la majeure partie de leurs dépenses est consacrée aux produits de première nécessité.

Madagascar

Constitution de la première réserve d'or monétaire de la Banque centrale

Le président de la République Andry Rajoelina a annoncé le 19 juin la constitution de la première réserve nationale d'or monétaire, d'un poids total de 1,08 tonne, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la Banque Centrale malgache (BFM). D'un poids unitaire de 12,5 kilos, les premiers lingots d'or de Madagascar ont été affinés par Istanbul Gold Refinery (IGR) et se conforment aux exigences des normes du *London Bullion Market Association* (LBMA). Le gouvernement se fixe comme objectif de déposer 4 tonnes d'or par an dans la réserve. A terme, l'objectif est entre autres de freiner la dépréciation de l'ariary, à travers les recettes en devises issues de la vente de l'or monétaire. En parallèle, des pièces d'or commémoratives de 50 MGA ont été présentées ainsi qu'un projet d'extension de la BFM, dont les travaux seront assurés par Cimelta (groupe Rajabali).

Maurice

Air Mauritius annonce l'achat de trois Airbus A350-900

A l'occasion du salon du Bourget 2023, la compagnie nationale mauricienne a annoncé avoir passé une commande pour trois Airbus A350-900. Les appareils qui devraient être livrés entre 2025 et 2026 vont venir enrichir une flotte long-courrier récente, composée d'A350-900 et d'A330-900 qui devrait se stabiliser autour de sept appareils, soit un niveau équivalant à celui atteint à la veille de la crise sanitaire. Cet investissement vise à renforcer la capacité d'Air Mauritius à assurer des liaisons, tant vers les marchés touristiques traditionnels (Europe, Océan indien, Afrique du Sud...) que vers de nouvelles destinations.

🍷 Uganda

Le Ministre des Finances présente un budget jugé optimiste

Jeudi 15 juin 2023, le Ministre des Finances, du plan et du développement économique a présenté le budget pour l'année 2023/2024. Intitulé "Monétisation complète de l'économie ougandaise par le biais de l'agriculture commerciale, de l'industrialisation, de l'expansion et de l'élargissement des services, de la transformation numérique et de l'accès au marché", le budget 2023/24, s'inscrit, comme l'année précédente, dans l'optique d'une transformation socio-économique du pays, en faisant passer 39 % de ménages bloqués dans l'économie de subsistance à l'économie monétaire. Le budget de l'exercice 2023/24 s'élève à 52,74 Trillions UGX (TUGX), soit environ 14,24 Mds USD, en hausse de 9,58 % par rapport à celui de l'exercice 2022/23. Le gouvernement met en avant une réduction du déficit, de 7,4 % du PIB en 2022/23 à 5,1 % cette année. Le déficit est notamment financé par des prêts domestiques coûteux. Toutefois, depuis la dégradation de son risque souverain de « faible » à « modéré » par le FMI en 2020, l'Ouganda adopte une gestion prudente de sa dette publique, avec l'objectif de la réduire à moins de 50 % du PIB à moyen terme.

🍷 Rwanda

Equity Group acquiert 91,93 % de Cogebanque au Rwanda

La Banque Kényane Equity Group Holdings a annoncé le rachat de 91,93 % du capital de la 5^{ème} plus grande banque du Rwanda Cogebanque (Compagnie Générale de Banque). La transaction de 48,1 MUSD associée à la fusion de sa filiale rwandaise actuelle permettra à *Equity Group* de devenir la deuxième banque du pays. La part de marché de la nouvelle entité serait de 18 % des actifs et 19 % des dépôts. Cogebanque dispose actuellement d'un réseau de 18 agences sur le territoire Rwandais et 600 agents bancaires. L'actif net de Cogebanque en 2022 s'élevait à 41,5 MUSD pour un bénéfice net de 7,9 MUSD.

🍷 Seychelles

Le pays aligne son plan de l'espace marin sur les plans d'action pour la biodiversité

Tous les pays ayant signé la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) lors de la COP15 doivent l'appliquer au niveau national. La mise en œuvre du plan spatial marin (MPS), la réalisation de projets de restauration des espèces et le contrôle et l'éradication des espèces envahissantes font partie des priorités des Seychelles pour aligner ses stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) sur le cadre mondial pour la biodiversité (GBF). Le projet, qui devrait se terminer l'année prochaine, est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Il comporte plusieurs composantes: i) l'alignement, le financement et la manière de mobiliser les ressources; ii) comment mettre à jour le plan national des Seychelles pour financer les

projets de biodiversité et iii) examiner les politiques et les aligner sur le SPANB et le cadre mondial.

❖ Somalie

Pas de brève cette semaine

❖ Soudan

La saison agricole estivale menacée par le manque de financement

Lors d'une réunion regroupant des responsables de l'Etat de la Gézira, de la Banque centrale du Soudan, des banques commerciales et du « Gazira Scheme », le gouverneur de ce dernier a averti contre l'échec de la saison agricole estivale du fait du retard du financement des agriculteurs notamment pour faire face aux coûts de semences, engrais, pesticides et diesel. De son côté, le directeur de la Branche de la Banque centrale à la ville de Wad Madani a annoncé l'établissement, par les banques commerciales, d'une bourse pour le financement des agriculteurs. Plusieurs produits sont cultivés en été au périmètre de la Gézira dont les plus importants sont le sorgho, le coton et l'arachide.

❖ Soudan du Sud

Le gouvernement espère attirer des investissements après sa conférence sur le pétrole

A l'issue de la conférence sur le pétrole et l'énergie organisée à Djouba du 14 au 16 juin, le gouvernement du Soudan du Sud a

rappelé son souhait d'attirer des investissements étrangers pour accélérer la transformation socio-économique du pays, notamment par la construction de nouvelles raffineries pétrolières et d'infrastructures. Dans cette optique, *Stanbic Bank* souhaite continuer de fournir des services financiers aux entreprises sur toute la chaîne de valeur des industries pétrolière et gazière du pays. Cette transformation socio-économique du Soudan du Sud pourra être réalisée dans le cadre du projet LAPSSET, projet multimodal de routes, d'aéroports, de chemins de fer et de pipelines au Soudan du Sud, au Kenya et en Ethiopie. Rappelons que le secteur pétrolier est fondamental au Soudan du Sud : selon le FMI, les exportations pétrolières représentaient en 2020/21 99,2% de la valeur des exportations totales, 66,3% du PIB, 86,1% des recettes publiques et étaient la principale source de devises étrangères.

❖ Tanzanie

Le gouvernement envisage de créer 25 usines de transformation de manioc

Selon le directeur général de l'Office des céréales et autres produits (CPB), John Maige, le gouvernement prévoit la construction de 25 usines de transformation du manioc pour stimuler la production locale de ce tubercule et accroître la création de valeur ajoutée dans le secteur. Ces unités de transformation seront installées sur tout le territoire national dans des zones potentiellement favorables à la production de manioc. Cette déclaration s'aligne sur les objectifs de la Stratégie

Nationale de Développement de la filière manioc en vigueur entre 2020 et 2030. Cette feuille de route vise notamment à tripler la production locale de manioc à plus de 24 millions de tonnes à terme contre un stock oscillant autour de 8,2 millions de tonnes en 2020. La Tanzanie est le sixième producteur de manioc en Afrique après le Nigeria, la RDC, le Ghana, l'Angola et le Mozambique. Le manioc est principalement cultivé dans les régions de Kigoma, Mtwara, Mwanza, Pwani, Kagera et Ruvuma sur une superficie totale de plus de 991 000 hectares de terres agricoles. Dans le pays, le manioc est le troisième aliment de base le plus consommé après le maïs et le riz.

La Tanzanie recherche un financement vert de 260 MUSD pour la sixième phase de Bus Rapid Transit (BRT)

La ministre d'État au Cabinet du Président, Administration régionale et Gouvernements locaux (PO-RALG), Mme Angela Kairuki, a déclaré que le gouvernement avait entamé des négociations avec le Fonds vert pour le climat (GCF) en vue d'un financement de 260 MUSD pour la mise en œuvre de la phase six du projet *Bus Rapid Transit (BRT)*. Elle a déclaré que le gouvernement négociait actuellement avec le GCF pour établir la possibilité de mettre en œuvre simultanément les trois phases (4, 5 et 6) jusqu'en 2025. Le directeur général de la Dar es Salaam *Rapid Transit Agency (DART)*, Edwin Mhede, avait déclaré en décembre dernier que la Banque mondiale avait

accordé 97,7 MUSD pour la mise en œuvre de la Phase 4 entre *Tegeta* via les routes *Bagamoyo* et *Ali Hassan Mwinyi* et *Bibi Titi Road* dans le centre-ville. Il a déclaré que le gouvernement avait également obtenu 178 MEUR de l'Agence française de développement (AFD) pour la construction de la Phase 5, qui débutera à l'échangeur de Kijazi à Ubungu via Mandela Road.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international